

cette lacune. Nous verrons bien. Et j'espère que nous aurons l'occasion d'étudier ces propositions-là et de nouvelles propositions ensemble.

De nombreuses questions, d'ordre hautement technique, se posent. Celle des sociétés de fiducie, par exemple. Je tends à croire que les auteurs du Livre blanc sont parfaitement oublieux des nombreuses répercussions qu'entraîneraient ces changements fiscaux à l'égard des sociétés de fiducie et des bénéficiaires des revenus qui en découlent. C'est une chose que le comité devra sans nul doute examiner très soigneusement. Tout porte à croire qu'il y a bien des questions auxquelles les auteurs de ce Livre blanc n'ont même pas songé.

Je voudrais parler maintenant du fardeau supplémentaire que le ministre compte imposer aux Canadiens à revenu moyen. C'est sur cet aspect du Livre blanc que le ministre s'efforce, depuis quelques semaines, de nous faire avaler un tas de boniments. Il est évident que ses conseillers en relations publiques ont organisé une campagne qui est, à la lettre, inconcevable, incroyable. Pis encore, ils ont transformé le ministre des Finances en une sorte de bonimenteur.

Le ministre, je pense, aime à s'imaginer comme une sorte de Robin des Bois. Je ne sais s'il a raison, mais beaucoup de Canadiens commencent à considérer le ministre comme une sorte de bandit. Il s'efforce de donner l'impression que les riches seront taxés plus lourdement que les moins riches et que les moins riches s'en trouveront mieux. Ce n'est pas vrai. Le ministre paraît à la télévision et parle des gros qui vont protester. Qui sont ces gros? Le contribuable célibataire qui gagne plus de \$4,000 par an paiera davantage, à la suite de ces propositions. Il en va de même pour le contribuable marié qui gagne environ \$9,000 par an et plus. Ces gens seront surpris de se trouver classés par le ministre avec les gros. Ils seront tout étonnés d'apprendre que le ministre les considère comme riches s'ils gagnent plus de \$4,000 lorsqu'ils sont célibataires ou plus de \$9,000 s'ils sont mariés.

Bien entendu, ceux qui pensent, comme le ministre, qu'on peut vivre avec \$30 par semaine...

**L'hon. M. Benson:** Je n'ai jamais dit cela.

**L'hon. M. Stanfield:** ...doivent nécessairement s'imaginer qu'avec \$9,000 dollars on est riche au-delà des rêves les plus ambitieux. Le ministre a, depuis, clarifié sa déclaration. Ce qu'il entendait dire, c'est qu'il y avait moyen

[L'hon. M. Stanfield.]

de vivre avec \$30 par semaine dans certaines parties du pays. Voilà pour ce qui est de la politique du gouvernement à l'égard des disparités régionales.

Il est inéquitable, selon moi, que ceux qui gagnent un traitement de l'ordre de \$10,000 à \$15,000 par an doivent, dans la plupart des cas, faire face à une plus forte majoration de leur impôt sur le revenu que ceux qui gagnent \$25,000, \$30,000 ou \$35,000 par an. Je m'empresse de dire ici que je ne suis pas de ces malpensants qui tiennent à insister sur le fait que le ministre et quelques-uns de ses principaux conseillers sont de ceux qui touchent \$25,000, \$30,000 ou \$35,000 par an...

**L'hon. M. Benson:** A quelle catégorie appartenez-vous?

**L'hon. M. Stanfield:** ...mais je crois devoir dire au ministre, en toute confiance, qu'il y a bien des gens méfiants au pays. Ils n'attendent rien de bon du cabinet du ministre. J'affirme au ministre que je ferai tout mon possible pour persuader les gens que cette étonnante coïncidence est purement accidentelle. Ce qui l'est moins, bien entendu, ce sont les efforts du ministre pour déformer le sens des augmentations, car sa comparaison entre les propositions du Livre blanc et la situation d'un contribuable de l'État de New York est on ne peut plus fallacieuse et le ministre devrait le savoir. L'impôt sur le revenu dans l'État de New York est plus élevé que dans n'importe quel autre grand État. On a signalé la chose dès l'époque du rapport Carter.

En outre, le ministre ne tient nullement compte, dans son tableau, du fait qu'une réduction sensible d'impôts a été annoncée aux États-Unis. Selon toute apparence, la surtaxe va y être supprimée et il est question du moins de nouvelles réductions. Enfin, le ministre a tout simplement oublié dans ses calculs que bon nombre de provinces canadiennes ont leur impôt sur le revenu en plus de ce que l'on propose ici. Autrement dit, il a tenté de comparer l'impôt sur le revenu fédéral et provincial le plus bas au Canada avec l'impôt sur le revenu fédéral et de l'État où il est le plus élevé aux États-Unis, celui de l'État de New York. Pour moi, le ministre ou l'auteur du Livre blanc—et le ministre doit en assumer la responsabilité—a drôlement cuisiné les chiffres sous ce rapport. Ce genre de statistique politique n'est d'aucune utilité et les comparaisons fallacieuses sont déplaisantes pour les Canadiens qui s'efforcent d'analyser sérieusement les propositions du gouvernement au Livre blanc.